

LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

DE L'INDUSTRIE DU SKI ALPIN AU QUÉBEC

2013-2014





LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

DE L'INDUSTRIE DU SKI ALPIN AU QUÉBEC

Rapport rédigé pour l'Association
des stations de ski du Québec

par Michel ARCHAMBAULT
Professeur émérite en tourisme

Septembre 2015



Mot de l'Association des stations de ski du Québec

Les stations de ski du Québec représentent un moteur économique significatif pour l'économie du Québec et plus particulièrement l'industrie touristique en saison hivernale. Cette affirmation était, jusqu'ici, bien mesurée localement, mais peu de données permettaient de dresser le portrait réel des retombées touristiques générées par les stations de ski pour l'ensemble du Québec.

C'est donc avec un immense plaisir que nous vous invitons à prendre connaissance des résultats de la recherche réalisée par M. Michel Archambault. Cette étude confirme l'apport économique indéniable des 74 stations de ski qui sont réparties dans 16 régions touristiques du Québec. Elles représentent un moteur économique indispensable pour leur région. Force est de constater en effet que la pratique du ski alpin, une passion partagée par près de 1,5 million de Québécois, selon les données recensées par Ipsos à l'hiver 2015, se déroule à l'extérieur des grands centres urbains de la province. Il faut reconnaître que sans les stations de ski, l'activité touristique en saison hivernale serait considérablement réduite, particulièrement dans les régions comme les Laurentides, Lanaudière, les Cantons de l'est, le Bas St-Laurent, Charlevoix, l'Outaouais, la Gaspésie ou encore le Saguenay Lac-St-Jean qui dénombrent chacune un nombre significatif de stations de ski sur leur territoire.

La lecture du document vous permettra de constater que les données recueillies et analysées par Michel Archambault indiquent que l'activité ski alpin génère au total des dépenses de plus de 833 millions de dollars chaque hiver et que les stations de ski du Québec contribuent pour plus de 800 millions de dollars au PIB du Québec. Ainsi le ski alpin représente la principale activité hivernale au Québec tant par son nombre d'adeptes que par ses retombées économiques. Ce produit d'appel s'avère névralgique et capital pour plusieurs des régions du Québec en hiver.

En terminant, nous aimerions profiter de cette opportunité pour noter le support du ministère du Tourisme du Québec dans la réalisation de ce document par le biais du programme de soutien aux associations touristiques sectorielles.

Bonne lecture à tous!



Daniel Rochon

Président du conseil d'administration



Yves Juneau

Président directeur général

AVANT-PROPOS

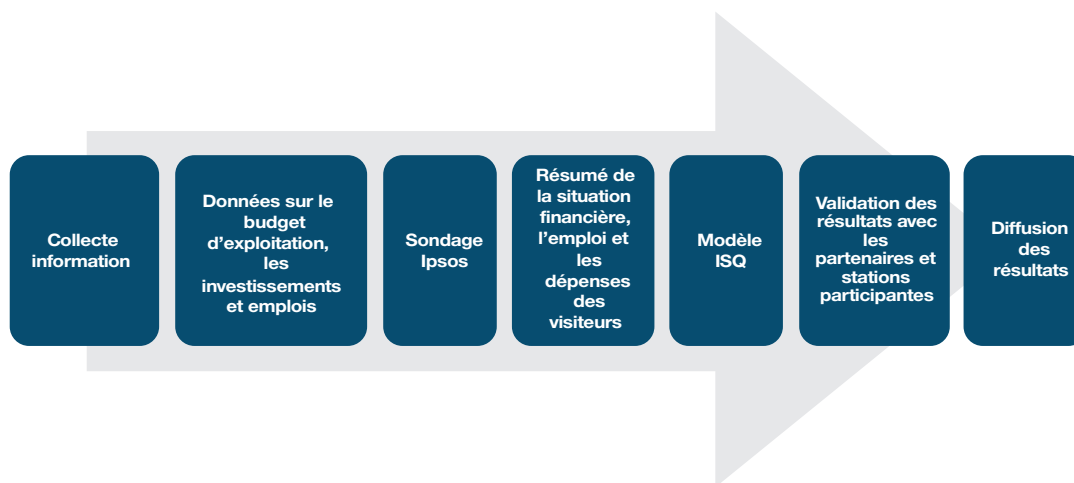
En hiver, le ski alpin au Québec génère d'importantes retombées dans plusieurs régions, une saison jugée moins propice pour la pratique d'activités extérieures. À l'heure où le tourisme hivernal se présente comme un levier important de la stratégie de développement touristique du Québec, il s'avère pertinent d'évaluer, de façon plus précise, l'apport économique de la présence des stations de ski dans leur milieu. Il faut également mentionner que certaines stations, par une offre d'activités estivales, stimulent aussi l'économie régionale en termes d'emplois, de sources de revenus et d'incitation à l'investissement, dont profitent, en autres, les municipalités, les commerces de détail et les entreprises touristiques qui y gravitent. Ces activités et les impacts reliés ne sont pas inclus dans cette étude.

L'Association des stations de ski alpin du Québec (ASSQ) a confié le mandat d'évaluer les retombées économiques du ski alpin au Québec pour l'année 2013-2014, en distinguant les retombées liées au tourisme. Pour ce faire, une compilation de données a répertorié les dépenses auprès de divers acteurs pertinents pour procéder à cette étude. Il faut préciser que les dépenses ne constituent pas les retombées économiques. Ces dernières mesurent les effets des sommes dépensées dans l'économie par les entreprises et les visiteurs qui achètent les services reliés à la consommation de l'activité. Aussi, s'avère-t-il pertinent de bien identifier le type et l'origine de la dépense pour mieux évaluer son impact.

LA DÉMARCHE

Le processus suivant a été mis de l'avant pour dégager une évaluation économique crédible :

LES GRANDES ÉTAPES



► Données de l'étude d'impact économique dans les stations de ski du Québec

- La collecte des données a recensé les catégories de dépenses suivantes : celles des skieurs sur la base d'un sondage effectué par la firme Ipsos, les dépenses d'exploitation des stations de ski privées sur la base des états financiers, les investissements effectués directement dans les stations et finalement, les investissements réalisés à proximité des stations par des promoteurs indépendants ou organismes qui ont développé leurs projets à cause de la présence des activités de ski.

Il faut souligner que les visiteurs constituent une source de revenus pour plusieurs acteurs économiques dont la station de ski, les entreprises d'hébergement et de restauration, les commerces de détail sur les plans local, régional et national. Parmi ces visiteurs, nous distinguons ceux qui habitent à l'extérieur du Québec et qui viennent skier, ceux qui demeurent à moins de 40 km de façon permanente (les locaux), ceux qui possèdent leur résidence à plus de 40 km de la station (les excursionnistes), enfin ceux qui demeurent à proximité de la station considérés comme des touristes : villégiateurs avec résidence secondaire, visiteurs qui louent un hébergement à proximité (chalet, condo, hôtel, etc.) ou de passage chez des parents et amis.

RÉPARTITION DES DÉPENSES DES VISITEURS POUR LE SKI ALPIN



► Données de l'étude d'impact économique dans les stations de ski du Québec

- Les simulations des impacts des dépenses sur l'économie ont été effectuées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) à l'aide de son modèle intersectoriel. À partir de différents types de dépenses, aussi appelés chocs, le modèle évalue l'impact sur la main-d'oeuvre, la valeur ajoutée, les taxes indirectes et les fuites (importations et autres productions). Il permet aussi d'estimer les revenus des gouvernements sous forme d'impôts et de taxes ainsi que la contribution au produit intérieur brut (PIB).

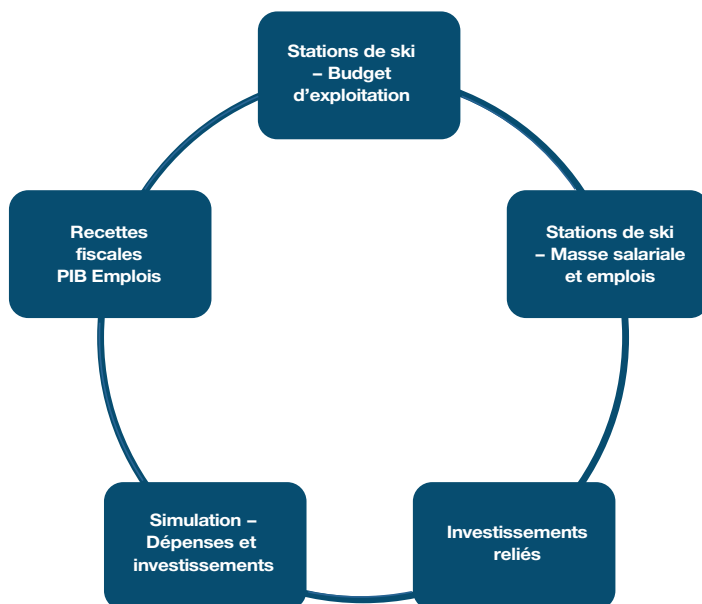
Le modèle de l'ISQ classe les impacts en deux grandes catégories.

- les effets directs : c'est l'estimation de l'impact du choc des dépenses effectuées pour acheter un bien ou un service dans le but de pratiquer l'activité (essence, nourriture, billet ou forfait de ski, etc.). De plus, au sein de la station de ski, on retient les dépenses engagées pour rémunérer le personnel afin de répondre à la demande (par exemple, pour vendre un billet de ski).
- les effets indirects : c'est la mesure de l'impact dans les secteurs des fournisseurs (ex : fournisseur de pétrole, d'alimentation, etc.) des entreprises touchées. Elles réinjectent une part de ces ressources dans l'économie pour répondre à leurs propres besoins.

Notre étude inclut également :

- les effets induits : ils correspondent à l'accroissement de l'activité économique dû à la consommation des ménages ayant profité des effets directs et indirects et au réinvestissement des profits de la station de ski et des fournisseurs. Étant rémunérés par les entreprises concernées, les employés consacrent eux aussi une partie de leur salaire pour l'achat de biens et services. Le présent rapport retient uniquement le premier choc (une seule itération) de ces dépenses. Il exclut ici cependant le réinvestissement des profits des entreprises (étant non disponibles).

LE MODÈLE ENTRÉES-SORTIES DE L'ISQ (SKI ALPIN)



LE MONTANT TOTAL DES DÉPENSES DES VISITEURS LIÉES À LA PRATIQUE DU SKI ALPIN AU QUÉBEC S'ÉLÈVE À 577 MILLIONS DE DOLLARS. DE CE MONTANT, 545 M\$ SONT DES DÉPENSES DITES « TOURISTIQUES ».

LES SIMULATIONS

L'étude d'impact économique du ski pour le Québec a donné lieu aux simulations suivantes par l'ISQ, et ce, pour l'année 2014 :

- 1** Impact économique de dépenses d'investissements de 34,9 millions de dollars dans les stations liées à la pratique du ski au Québec

- 2** Impact économique pour le Québec de dépenses d'exploitation des stations ski de 248 millions de dollars

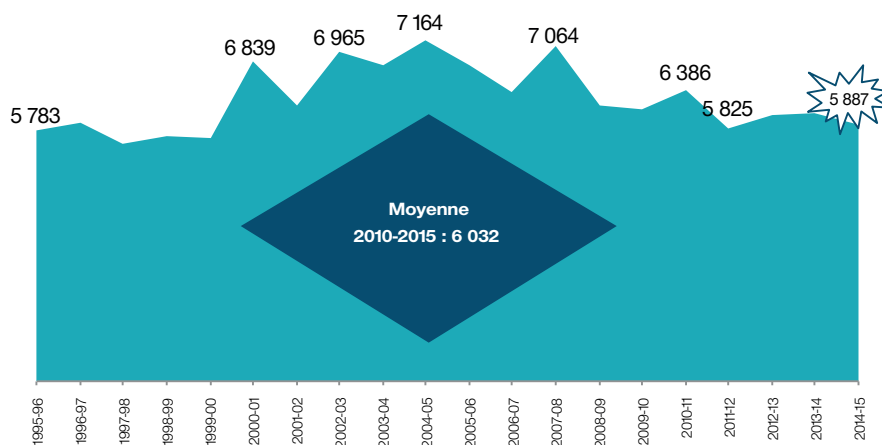
- 3** Impact économique de dépenses touristiques des visiteurs de 352 millions de dollars liées à la pratique du ski au Québec. Pour cette simulation, nous avons soustrait la partie des dépenses (193 M\$) effectuées directement dans les stations de ski pour éviter le double comptage

- 4** Impact économique de dépenses de 165 millions de dollars liées aux investissements réalisés à cause de la présence des stations de ski à proximité (spa, glissade, immobilier de loisir, chalet, condo, travaux d'infrastructures, etc.)

MISE EN CONTEXTE

L'étude économique et financière des stations de ski du Québec effectuée à chaque année nous indique que la moyenne annuelle, pour la décennie 2000 – 2010, oscillait autour de 6,5 millions de jours-ski*. Depuis 2010, cette moyenne se maintient à la hauteur de 6 millions, soit une diminution de quelque 500 000 visites. Le nombre d'adeptes québécois qui pratiquent l'activité demeure sensiblement le même, soit environ 1,2 million de personnes (PMB 2014 et estimation de l'auteur), mais on constate une baisse du nombre de sorties moyennes par skieur. S'ajoute la grande variabilité des conditions climatiques qui contribue sans doute à ces résultats.

JOURS-SKI 1995-2015 (EN MILLIERS)



► Bilan préliminaire de la saison de ski 2014-2015

Un phénomène régional

Le ski alpin est pratiqué dans la plupart des régions du Québec avec un accent plus prononcé dans les régions des Laurentides-Lanaudière, de Québec-Charlevoix et des Cantons-de-l'Est, régions qui représentent plus de 75 % des jours-ski au Québec. Sur le plan démographique, plusieurs municipalités de ces régions voient leur population doubler durant les fins de semaine grâce à l'afflux de villégiateurs qui y possèdent une résidence secondaire et qui contribuent significativement à la richesse foncière. Sur les plans économique et touristique, cet apport est significatif car il permet de tabler sur un bassin de clientèle fidèle et régulier. Ces villégiateurs disposent de revenus largement supérieurs à la moyenne et représentent des consommateurs fort importants dans les régions.

* Jour-ski : 1 jour-ski correspond à la visite d'un skieur à la station pour une journée.

PROVENANCE DE LA CLIENTÈLE

Sur la base de l'étude économique et financière ainsi que du sondage Ipsos, les visiteurs dans les stations de ski se répartissent comme suit :

- 83 % de clientèle québécoise
 - 17 % d'ailleurs (12,8 % Ontario; 3,7 % USA; autres 0,5 %)
-
- 21 % de clientèle locale permanente
 - 79 % de touristes : excursionnistes, villégiateurs et visiteurs de plus d'une nuit.

Source : Bilan préliminaire de la saison de ski 2014-2015 et Sondage Ipsos 2014

LES RÉSULTATS DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE

La mesure de l'impact économique de l'industrie du ski au Québec résulte d'une compilation des simulations sur la base des diverses catégories de dépenses. Le modèle de l'ISQ nous permet, comme indiqué précédemment, d'évaluer les emplois, la contribution de l'industrie au PIB ainsi que les recettes fiscales des deux niveaux de gouvernement.



► Source : Données de l'étude d'impact économique dans les stations de ski du Québec et Sondage Ipsos (2014)

La figure suivante distingue l'apport respectif des stations de ski et des visiteurs à l'impact économique global.

IMPACT ÉCONOMIQUE GLOBAL

| STATIONS | VISITEURS | TOTAL |
|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses & Invest. : 448 M\$ • PIB (000\$) : 483 086 • Emplois (ETC) : 7 634 • Recettes fiscales : 37 M\$ | <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses net. : 385 M\$ • PIB (000\$) : 317 776 • Emplois (ETC) : 4 213 • Recettes fiscales : 100 M\$ | <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses : 833 M\$ • PIB (000\$) : 800 862 • Emplois (ETC) : 11 847 • Recettes fiscales : 137 M\$ |

► Données de l'étude d'impact économique dans les stations de ski du Québec et Sondage Ipsos (2014)

En résumé, l'activité ski alpin génère, au total, des dépenses de 833 M\$, contribue pour plus de 800 M\$ au PIB, compte pour près de 12 000 emplois équivalents à plein temps avec une masse salariale de 367 M\$. Quant aux recettes fiscales pour les deux niveaux de gouvernement, elles totalisent la somme de 137 M\$ (96 M\$ au Québec et 41 M\$ au fédéral).

Cet impact intègre les résultats des effets induits qui s'ajoutent aux impacts directs et indirects; le tout porte uniquement sur la propagation du premier choc. Pour les effets induits, la simulation se base sur le résultat des achats effectués par les employés grâce aux salaires reçus des stations de ski et des entreprises reliées (après déduction des impôts et d'un taux épargne de tout type de 10 % – un scénario de taux optimiste). Normalement, on devrait inclure également l'impact du réinvestissement des profits à la fois par les stations et les fournisseurs. En l'absence de données fiables à cet égard, la simulation n'a pas retenu ce dernier impact.

Ainsi, dans le total du tableau ci-dessus, les effets induits représentent 1658 emplois avec une masse salariale de 54 M\$, une contribution au PIB de 167 M\$ et des recettes fiscales de 36 M\$.

L'impact économique spécifique sur le plan touristique

Lorsque les simulations excluent les dépenses des visiteurs qui habitent de façon permanente à proximité (moins de 40 km) de même que les dépenses de certaines stations et des visiteurs pour la pratique d'activités estivales, on obtient les résultats suivants globaux, sur le plan touristique hivernal :

IMPACT ÉCONOMIQUE TOURISTIQUE (2014) DU SKI ALPIN AU QUÉBEC

| | |
|--------------|----------------------------|
| TOTAL | Dépenses : 770 M\$ |
| | PIB : 715 M\$ |
| | Emplois (ETC) : 10 500 |
| | Recette fiscales : 127 M\$ |
| | Masse salariale : 334 M\$ |

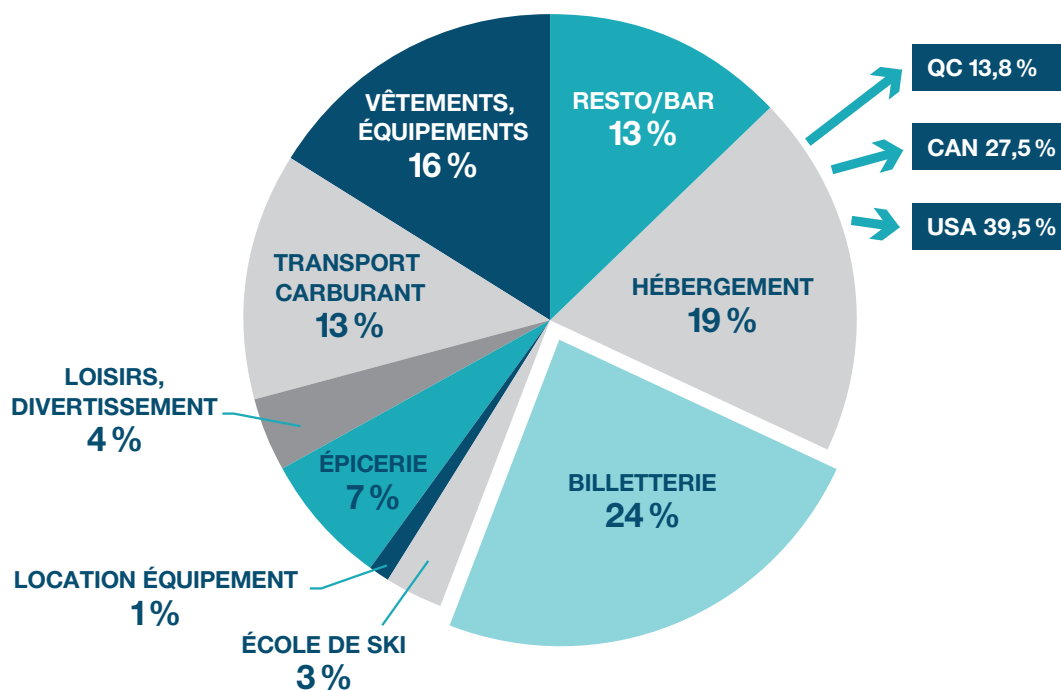
Dans ce dernier tableau, l'impact des effets induits représente quelque 1500 emplois avec une masse salariale de 49 M\$, une contribution au PIB de 152 M\$ et des recettes fiscales de 33 M\$. Par soustraction, on obtient l'impact économique touristique des effets directs et indirects du ski alpin.

Sur le plan touristique, en tenant compte uniquement des effets directs et indirects, l'apport du ski alpin en 2014 équivaut à plus de 6,4 % du PIB touristique du Québec

Par ailleurs, certaines stations jouent un rôle déterminant dans leur région en dehors de la saison hivernale (unique saison concernée par la présente étude). Plusieurs attraits, produits et services s'ajoutent au portefeuille des stations et contribuent au positionnement touristique de la destination : glissades d'eau, golf, centre de conférence pour réunions et congrès, vélos de montagne, festivals, spectacles, hébertisme, tyrolienne, baignade, navigation et voile, *Ironman*, etc. Ces stations sont au cœur de l'activité économique et touristique durant les autres saisons, particulièrement l'été.

La recherche et l'analyse des données, tant de l'étude économique annuelle que du sondage Ipsos nous permettent d'identifier les sommes (en %) consacrées à l'achat de biens et services pour la pratique du ski alpin. Sur l'ensemble des dépenses des visiteurs, près des deux tiers sont effectuées à l'extérieur des stations de ski, contribuant ainsi à l'enrichissement de nombreuses entreprises (hôtels, restaurants, boutiques, etc.). Le graphe suivant illustre les résultats pour les divers paramètres de dépenses des visiteurs. Sur le plan de l'hébergement, nous remarquons que le visiteur américain consacre près de 40 % de son budget à cet élément, comparativement à près de 28 % pour l'Ontarien et 14 % pour le Québécois.

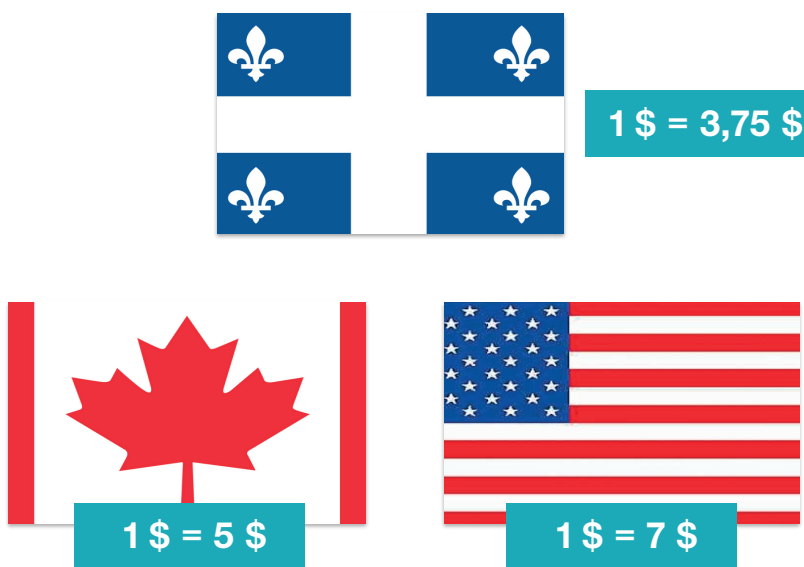
\$ DÉPENSÉ PAR LE TOURISTE, EN %



► Données de l'étude d'impact économique dans les stations de ski du Québec et Sondage Ipsos (2014)

Sur le plan touristique, en tenant compte du déplacement des clientèles pour venir skier au Québec, la recherche confirme que le skieur américain dépense davantage pour l'achat de biens et services que l'Ontarien et le Québécois. Pour chaque dollar consacré à l'achat d'un billet de ski, le skieur américain contribue près du double comparativement au Québécois à l'économie (7 \$ versus 3,75 \$). Ainsi, on obtient les ratios suivants :

IMPACT DU \$ CONSACRÉ À L'ACHAT D'UN BILLET DE SKI



► Données de l'étude d'impact économique dans les stations de ski du Québec et Sondage Ipsos (2014)

CONCLUSION

La présente recherche confirme l'importance du secteur du ski alpin comme levier économique pour le Québec. En effet, le ski alpin contribue à la création et au maintien de l'emploi, à la pratique d'une activité saine et propice au bien-être, à des recettes fiscales significatives, à l'investissement en infrastructures stratégiques dans et à proximité des stations de ski. Cette pratique hivernale attire également des touristes d'ici et d'ailleurs, ce qui favorise le bilan touristique en incitant, entre autres, les Québécois à demeurer ici.

Avec une contribution au PIB du Québec, en 2014, de plus de 800 millions de dollars et des investissements, dans et à proximité des stations de ski de 200 millions de dollars, le ski alpin génère près de 12 000 emplois (équivalents à plein temps), une masse salariale de 367 M\$ et des recettes fiscales de 137 M\$. Sur le plan touristique, les visiteurs hors Québec dépensent, pour leurs achats effectués ici, près de deux fois plus que le visiteur québécois. L'apport uniquement touristique du ski alpin au PIB touristique du Québec est de l'ordre de 6,4 %.

Trois autres constats s'ajoutent aux retombées du ski.

- Plusieurs municipalités ont enregistré une croissance annuelle de leur richesse foncière de l'ordre de 15 à 20 % au cours de la dernière décennie. Cette croissance résulte principalement d'investissements de plusieurs stations de ski dans leurs infrastructures et de promoteurs attirés par le dynamisme de ces stations. Le tout contribue à une qualité et à un milieu de vie attrayant pour y résider de façon permanente ou investir dans l'acquisition d'une résidence secondaire. Cela encourage la venue de nouveaux investisseurs (attraits, immobilier de loisir et d'hébergement, commerces de détails, infrastructures routières) dans ces mêmes milieux de vie dorénavant recherchés.
- L'industrie est une source annuelle de revenus pour d'autres corps publics avec des taxes municipales et scolaires perçues auprès des stations et autres investisseurs reliés.
- L'industrie du ski a favorisé l'établissement au Québec de plusieurs fournisseurs et manufacturiers qui exportent leur production hors des frontières du Québec et même du Canada, et ce, dans une proportion variant de 75 à 90 %. Trois entreprises, plus particulièrement dans les domaines des remontées mécaniques, des équipements de damage des pistes et de fabrication de neige, emploient au Québec près de 400 personnes à temps plein. S'ajoutent également certains manufacturiers de vêtements et d'accessoires de ski.

Enfin, cette recherche pourrait donner lieu à un volet supplémentaire pour mieux circonscrire l'impact estival de stations de ski qui offrent, avec d'autres entreprises présentes à proximité, une panoplie de produits et de services durant l'été et l'automne. Ces stations encouragent ainsi une animation du milieu et contribuent à un positionnement touristique quatre-saisons de la destination.

BIBLIOGRAPHIE

Le calcul des retombées repose sur les sources suivantes :

- *l'Étude économique et financière des stations de ski du Québec* pour l'année 2013-2014, publiée en décembre 2014 (Archambault, Germain et Morin)
- *Le sondage de la maison Ipsos* auprès des skieurs présents dans les stations québécoises durant la saison 2013-2014, et réalisé au printemps 2014
- Bilan préliminaire de la saison de ski 2014-2015, présentation au Congrès annuel de l'ASSQ (2 juin 2015)
- *Une collecte de données auprès des stations et des municipalités*, pour recenser la valeur des investissements effectués durant la période de septembre 2013 à septembre 2014 et reliés directement à la présence des stations de ski
- *Trois simulations réalisées par l'Institut de la statistique du Québec* sur la base du modèle intersectoriel du Québec, janvier 2015 (<http://www.stat.gouv.qc.ca/produits-services/etudes-impact-economique.html>)
- *Des consultations et discussions* avec le ministère du Tourisme, l'ISQ et l'ASSQ